

Déclaration

L'appel de Bamako

vendredi 2 décembre 2005, par [Mouvements africains](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2005).

Du 30 novembre au 1^{er} décembre 2005 s'est tenu à la Maison des Jeunes de Bamako (Mali), le sommet alternatif citoyen Afrique France en réplique au 23^{ème} sommet Afrique France, vitrine du néo-colonialisme français.

Cet événement inédit en Afrique a réuni plus de 200 participants venant de 12 pays d'Afrique et du reste du monde, représentant par délégation plus d'une centaine d'organisations de la société civile. Au cours des travaux, le sommet s'est penché sur les thèmes relatifs aux principaux maux qui minent l'Afrique : dictatures, dette odieuse, corruption, échange inégal, violations massives des droits de l'homme, impunité, pillages.

45 ans de coopération et 22 sommets France Afrique n'ont apporté aucun remède à ces maux. Le sommet alternatif citoyen Afrique France constate au contraire que la coopération françafricaine n'a servi que les intérêts économiques et politiques des seuls dirigeants français et africains, au mépris des peuples qu'ils sont censés représenter.

En cette année 2005, la France a validé le coup d'état électoral de Faure Gnassingbé Eyadéma au Togo, poursuivi un jeu trouble en Côte d'Ivoire. Elle soutient le régime agonisant d'Idriss Déby au Tchad et les pouvoirs dictatoriaux de Paul Biya au Cameroun, Denis Sassou N'Guesso au Congo, Ely Ould Mohamed Vall de la Mauritanie et tant d'autres accueillis aujourd'hui à Bamako avec une débauche de moyens insultant la misère de leurs peuples.

Et ce n'est pas le nouvel habillage européen et multilatéral auquel la France essaye de faire croire qui changera la nature du système dont la logique conduit à la pauvreté, à la désespérance, et par ricochet à l'exode et l'émigration forcée des jeunes...

Les participants au sommet alternatif citoyen se sont indignés des politiques de répression et de stigmatisation des populations immigrées ou d'origine immigrée, reflet d'un passé colonial mal assumé et d'un présent néo-colonial occulté.

Constatant l'échec de ces politiques et le refus de dialogue des participants au sommet officiel, le sommet alternatif a décidé de relayer les aspirations de la masse des citoyens, d'organiser les réseaux internationaux associatifs qui les mobilisent pour permettre à leurs résistances de se construire, de mener des actions pour exprimer leur révolte et obtenir des transformations radicales avec les peuples et pour les peuples.

Cela requiert de notre part :

- d'opérer un vaste programme d'éducation à la citoyenneté ;
- de favoriser le décroisement et la solidarité des luttes nationales, régionales et internationales ;
- de créer un réseau d'information et de mobilisation internationale ;
- de travailler conjointement pour la mise en place de mécanismes de lutte contre l'impunité des crimes politiques (justice pénale internationale, compétence universelle) et économiques (audit de la dette, nouvelles règles du commerce international, transparence des industries extractives, etc.
- d'exiger la libre circulation des personnes.

Pour ne pas répondre aux discours vides par d'autres discours sans effet, les participants au sommet alternatif s'engagent à mettre en place dans les prochains mois un cadre cohérent d'actions et de propositions.

L'heure est venue de construire une véritable coopération entre l'Afrique et la France basée sur la vérité, la justice, l'égalité, la liberté et le respect mutuel.

Le règne de la Françafrique et l'impunité de ses dirigeants doivent prendre fin !

Fait à Bamako, le 1^{er} décembre 2005

Le Sommet Alternatif Citoyen France Afrique

Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement

CAD - Mali

Tél. /Fax : (+ 223) 224 01 34

E.mail : jubilecad-mali cefib.com

BP.E1539 - Rue 251, Porte 370 - Djélibougou

Bamako

Mali